Ne pas faire mauvais « genre »

Les timides mutations de la représentation des femmes dans la presse agricole bretonne

Don't Ruffle Feathers. Timid Changes in the Representation of Women in the Agricultural Press

Clémentine Comer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11255>

DOI : 10.4000/etudesrurales.11255

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 77-96

ISBN : 9782713225208

Référence électronique

Clémentine Comer, « Ne pas faire mauvais « genre » », *Études rurales* [En ligne], 198 | 2016, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 03 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11255> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.11255

NE PAS FAIRE MAUVAIS « GENRE »

Clémentine Comer

LES TIMIDES MUTATIONS DE LA REPRÉSENTATION DES FEMMES DANS LA PRESSE AGRICOLE BRETONNE

FIGURES MÉDIATIQUES, les agricultrices le sont à n'en pas douter, si l'on juge le nombre de sollicitations journalistiques qui leur sont adressées¹ ou de dossiers thématiques qui leur sont consacrés². Cet engouement est à relier à l'entrée du monde agricole dans le champ de la télé-réalité, *via* notamment l'émission « L'amour est dans le pré », mais également au traitement médiatique de la parité, qui inclut dans les rangs des sujets qui lui sont proches, la place des femmes dans des professions considérées comme masculines [Leroux et Sourd 2005]. Appelées à communiquer vers les publics extérieurs à leur profession, les agricultrices doivent également veiller à maintenir leur visibilité à l'intérieur de leurs propres canaux médiatiques. Parmi ceux-ci figurent les titres de presse agricole départementale qui participent à la définition et à l'entretien de l'unité agricole [Chupin et Mayance 2013a] et viennent délimiter les contours symboliques du groupe professionnel de référence [Maresca 1981]. Sur ce point, la mise en scène médiatique des agricultrices dans cette presse spécialisée pose la question

de la reconduction des inégalités entre les femmes et les hommes dans un univers professionnel dominé par ces derniers mais où se déploient avec de plus en plus d'acuité des demandes paritaires. À ce titre, dans son étude du journal *Agri-Sept*, Christiane Albert [1987] a montré qu'en se faisant l'écho des mutations du rôle et du statut de l'agricultrice, la presse agricole a contribué à les promouvoir.

Dans la lignée de ces travaux, cet article cherche à saisir l'évolution de la représentation des agricultrices dans la presse agricole bretonne tout en tenant compte de la position des acteurs qui produisent ces images. Cette dialectique suppose que l'on revienne sur trois éléments contextuels.

D'abord, questionner le rôle de la presse agricole dans l'élaboration et la diffusion de modèles professionnels « féminins » nécessite de prendre en compte l'évolution de la professionnalisation des agricultrices. Il convient,

1. En mars 2015, les groupes Agriculture au féminin, composés d'agricultrices et déclinés dans les cinq chambres d'agriculture bretonnes (les quatre départements et le niveau régional), ont été sollicités par une journaliste de TSVP Productions pour la réalisation d'un dossier sur la place des femmes en agriculture dans le cadre de l'émission « TF1 Reportages ». Ces mêmes groupes avaient été contactés en novembre 2014 par une documentariste de France Culture à la recherche de témoignages pour l'émission « Les pieds sur terre ».

2. Pour n'en citer que quelques-uns : « Cinq agricultrices bien dans leurs bottes », *Causeuse*, n° 29, 26 octobre 2012, pp. 42-45 ; « L'agriculture au féminin », *Katell Mag*, n° 8, printemps 2014, pp. 16-24 ; « Agriculture : les femmes en milieu rural », *YEGG Mag*, n° 10, janvier 2015 (<<http://yeggmag.fr/focus/agriculture-femmes-en-milieu-rural>>).

en effet, de rappeler qu'a longtemps primé en agriculture une porosité entre les relations de couple et les relations productives et professionnelles [Barthez 1982]. En soulignant la gratuité du travail domestique élargi à l'exploitation, cas empirique adéquat pour penser une théorie « du mode de production domestique » [Delphy 1983], des travaux pionniers ont montré l'archaïsme juridique d'un statut confondu avec un état matrimonial [Caniou et Lagrave 1987]. Contestées à partir des années 1970 par les agricultrices elles-mêmes, ces inégalités ont progressivement été résorbées par des changements législatifs successifs³. L'emploi salarié extérieur des conjointes, le développement du salariat agricole et l'effritement de l'homogamie agricole ont également introduit un nouveau rapport entre travail et famille et scellé les revendications d'une reconnaissance professionnelle des agricultrices [Rieu 2004]. Cette recherche d'autonomie poussée à son paroxysme, s'est traduite, par l'augmentation d'installations individuelles d'exploitantes [Dahache 2010]. Enfin, le développement dans les exploitations de nombreux domaines liés à la diversification s'est également inscrit dans une logique d'acquisition d'un statut professionnel individualisé [Giraud 2001]. En dépit de ces évolutions au long cours, des travaux ont parallèlement souligné le maintien d'une division des tâches selon des critères empruntés à la vie familiale [Giraud et Rémy 2013], la permanence de la transmission des biens patrimoniaux en lignée masculine [Bessière 2010] et la perpétuation de dispositifs d'encadrement professionnel discriminatoires [Cinçon et Terrieux 2014]. S'agissant

du cas breton, périmètre de cette recherche, un bilan des données statistiques donne à voir une diminution continue du nombre de conjointes collaboratrices, une forte augmentation du salariat féminin agricole ainsi qu'une remarquable croissance du nombre de femmes cheffes d'exploitation (de 8 % en 1970 à 27 % en 2010)⁴. Cette dernière tendance s'explique en majeure partie par l'évolution juridique ayant contribué à leur reconnaissance. Un double clivage marque toutefois cet ensemble : la distribution de ce statut se répartit entre les plus jeunes et les plus âgées. Quant aux femmes installées dans le cadre familial ou conjugal, elles continuent de représenter la majorité des exploitantes⁵ bien que leur importance relative diminue au profit de femmes

3. À noter la mise en place du statut de co-exploitante en 1980, renforcé par les dispositions de 1982, les possibilités législatives de création de formules sociétaires (le groupement agricole d'exploitation en commun en 1962, puis l'entreprise agricole à responsabilité limitée en 1985) et enfin la naissance du statut de conjoint-collaborateur (lois d'orientation agricole de 1999 et de 2005).

4. Plus globalement, le nombre total de femmes actives agricultrices en Bretagne s'élève en 2013 à 31 %. Source : Agriculture au féminin Bretagne, édition septembre 2015 (<[http://www.formation-agriculteurs29.com/ca1/PJ.nsf/TECHPJPARCLEF/25696/\\$File/Place-des-femmes-en-production-agricole-en-Bretagne2013-2014_2015-09.pdf?OpenElement](http://www.formation-agriculteurs29.com/ca1/PJ.nsf/TECHPJPARCLEF/25696/$File/Place-des-femmes-en-production-agricole-en-Bretagne2013-2014_2015-09.pdf?OpenElement)>).

5. La grande majorité des agricultrices accède encore au métier par le mariage. Parmi les femmes installées en 2006, 82 % étaient des conjointes du précédent chef de l'exploitation et 13 % en étaient des parentes. Voir « Agricultrice : un métier qui s'impose à tout petits pas », *Agreste Primeur*, n° 223, mars 2009.

non issues du milieu agricole⁶. Ensuite, il est également nécessaire de prendre en considération les interlocutrices auxquelles s'adresse la presse agricole. Sous l'impulsion des programmes de vulgarisation⁷, mais également des mobilisations syndicales, des groupes d'agricultrices, héritiers des JACF (Jeunesse agricole catholique féminine), contribuent à ce que Rose-Marie Lagrave appelle « l'invention politique d'un métier » [1987], expression reprise dans le sous-titre de son livre. Largement structurés sur le territoire breton, ils participent à la construction de la cause des agricultrices selon une chronologie répartie en trois étapes. La première concerne les décennies 1970 et 1980, pendant lesquelles les demandes de reconnaissance statutaire sont de plus en plus importantes et, avec elles, les commissions syndicales qui les portent. Fer de lance de ce mouvement jusqu'au milieu des années 1990, ces commissions connaissent une déprise qui ne tarde pas à être compensée. La deuxième étape, à la fin des années 1990, est celle où les programmes communautaires encouragent la création d'entreprise par les femmes à l'échelle territoriale⁸. La cause des agricultrices connaît alors un nouvel essor, très largement encouragé par les groupes de développement locaux, récipiendaires des subsides européens. Pendant la troisième, les années 2000, les actions s'amplifient à la faveur de nouvelles opportunités politiques faisant converger les thématiques de l'égalité professionnelle et de la représentativité des femmes dans les instances économiques. Le soutien conjoint de la Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité et du conseil régional donne naissance en 2007,

au sein des cinq chambres d'agriculture bretonnes, au réseau Agriculture au féminin. En charge de diffuser l'égalité entre hommes et femmes dans les rangs de la profession, ces groupes, en s'articulant aux configurations institutionnelles préexistantes, sont largement pilotés par les élues agricoles.

Enfin, la traduction médiatique de la voix des agricultrices suppose de ne pas regarder isolément les actions de ces groupes féminins mais de les réinscrire dans leurs relations avec deux autres types d'acteurs : les conseillères/techniciennes en charge de leur animation ainsi que les journalistes. La production de l'information est ainsi prise dans des réseaux informels qui formatent les contenus médiatiques aux dispositions entretenues au sein de la communauté sociale agricole [Chupin et

6. Ces nouveaux profils représentent, en 2011, 41 % des femmes installées, contre 21 % des hommes. Voir « Les femmes en agriculture : une place mieux reconnue », septembre 2012. Étude réalisée en partenariat avec l'Observatoire emploi formation à la chambre régionale d'agriculture de Bretagne (CRAB), le service régional de l'information statistique et économique de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et avec la participation de la Délégation régionale aux droits des femmes et à l'égalité. Archives CRAB, Rennes.

7. Il s'agit d'une méthode de diffusion et d'apprentissage technique qui s'appuie sur des groupes professionnels locaux et dont les groupements de vulgarisation agricole féminin (GVAF) composent le versant féminin.

8. *New Opportunities for Women, Equal et Leader +* sont trois programmes financés par le Fonds social européen qui visent à améliorer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes sur le marché du travail. Les projets portés dans le cadre de ces programmes impliquent la mise en œuvre d'un partenariat de développement avec des interlocuteurs locaux.

Mayance 2014]. En somme, la sélection des représentations des agricultrices est dépendante des évolutions de la réalité professionnelle de ces travailleuses, de la structuration de leur mobilisation professionnelle et des interactions que les représentantes féminines nouent avec le personnel des organisations agricoles actif dans le travail de production médiatique.

Une fois cette configuration dessinée, la question à résoudre est celle d'un paradoxe. Bien que la figure de l'agricultrice se professionnalise et que les demandes d'égalité entre les hommes et les femmes se fassent pressantes, comment expliquer la rémanence des trames de représentation du « féminin » dans la presse agricole ? Pourquoi la valorisation de complémentarité des sexes et la sur-représentation des agricultrices d'exception continuent de forger les cadres de ces représentations ? En quoi la formation du triptyque – agricultrices/techniciennes/journalistes – contribue-t-elle à sceller le contenu de ces messages médiatiques ?

Pour répondre à ces questions, nous nous appuyons sur une double méthodologie d'enquête. L'étude documentaire qualitative et quantitative⁹ d'un corpus d'archives (1990-2015) comprenant quatre hebdomadaires agricoles bretons – *Espace Ouest* et *Le Paysan morbihannais* respectivement fusionnés en 2006 sous le nom de *Terra*, ainsi que *Paysan breton*¹⁰ – en est le premier volet. L'observation ethnographique des activités des groupes d'agricultrices, tout comme l'étude de leur documentation professionnelle et la réalisation d'entretiens en constituent le second. C'est à partir de ce terrain d'enquête, mené entre

2012 et 2015, que nous avons collecté les propos des techniciennes et des journalistes.

Afin de comprendre cette difficile remise en cause des modèles de représentation féminine dans la presse agricole, notre démonstration se déroule en deux temps. Après avoir décliné le travail de construction des trames de représentation de l'agricultrice dans la presse agricole bretonne, nous montrerons que les actions en faveur d'une représentation plus égalitaire des femmes au sein de ces périodiques ont des effets mesurés et contenus et qu'elles peinent *in fine* à modifier la routine de production.

(Més)usages médiatiques : représenter ou stéréotyper les agricultrices

Traduction paradoxale de l'inscription des agricultrices dans le sillon de la modernité, leur

9. Les 2 277 recensions étudiées évoquant des agricultrices sont de formats variables : portrait, témoignage, encart, dossier thématique, compte rendu de réunion professionnelle, annonce d'actualité syndicale ou publicité professionnelle.

10. Si ces quatre hebdomadaires couvrent le même territoire et donc la même actualité agricole, ils ne sont pas financés par les mêmes organisations. Historiquement, le mouvement syndical du Morbihan, dissident de la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles), soutient son propre organe de presse *Le Paysan morbihannais*. Toutefois, ce journal s'aligne à partir du milieu des années 2000 sur ceux des autres départements regroupés sous l'enseigne *Espace Ouest*. Ce rapprochement conduit en 2006 à la création de *Terra*, hebdomadaire du groupe de presse détenue par le syndicat majoritaire, la FNSEA. Du côté de *Paysan breton*, les actionnaires principaux de la société éditrice sont le Crédit mutuel, Groupama Bretagne et Coopagri.

représentation médiatique est minorée et cantonnée aux canons traditionnels de la maternité et de la conjugalité. L'analyse thématique du corpus révèle, en outre, la valorisation d'une figure de l'agricultrice « moderne » cumulant responsabilités familiales, professionnelles et publiques. Ces deux traits caractéristiques – exemplarité dans la féminité et surexposition des responsables reconnues – s'expliquent par les conditions de production du travail journalistique.

REPRÉSENTATION MINORÉE, REPRÉSENTATION CIBLÉE

Interroger l'évolution de la visibilité des agricultrices dans la presse agricole, c'est avant tout dresser un constat sans équivoque, celui qu'elles y sont sous-représentées. Au-delà du seul critère de la proportion numérique des femmes dans les journaux, d'autres indicateurs doivent être utilisés notamment pour étudier la façon dont leur image est mise en scène [Lemieux 2000]. Ainsi, la présence d'agricultrices dans des espaces stratégiques ou déterminants est assez faible. Autrement dit, elles apparaissent très rarement en « une » [Hubé 2008]. Entre 1990 et 2015, les quatre hebdomadaires de notre corpus n'ont consacré que dix dossiers avec appel de « une » aux agricultrices et quinze annonces de rubriques¹¹. Par ailleurs, le traitement journalistique reprend la traditionnelle division sexuelle du travail et cantonne essentiellement les agricultrices aux rubriques liées à la famille, aux droits sociaux et aux événements féminins et minore leur rôle dans celles consacrées à l'actualité agricole, à l'économie, aux dossiers techniques et politiques. De fait, l'omniprésence masculine s'observe très

clairement dans les tribunes spécialisées sur ces sujets. L'analyse de la rubrique du *Paysan morbihannais* intitulée « Entretien avec », publiée entre 1990 et 2003, révèle explicitement cette monopolisation de la position d'expertise professionnelle incarnée par les hommes (voir tableau 1). Un décrochage mérite notre attention puisque le nombre de tribunes féminines régresse malgré l'augmentation lente mais continue du nombre d'agricultrices responsables au sein des organisations agricoles (voir tableau 2).

Autre exemple de cette prééminence, la rubrique « Ma vie, ma terre », publiée dans *Espace Ouest* entre 1996 et 2003, qui donne la primauté aux biographies d'hommes (en moyenne, 68,9 % des portraits). Cette rubrique valorise aussi fortement la conjugalité agricole puisque la proportion de portraits de couples est importante (voir tableau 3). Toutefois, si l'on analyse la place donnée à l'un et l'autre des conjoints, il apparaît que les agricultrices y sont largement défavorisées. En effet, sur 20 portraits de femmes, deux seulement sont illustrés d'une photographie les présentant en couple, tandis que l'on ne dénombre pas moins de 32 portraits d'agriculteurs qui font intervenir visuellement leur épouse (voir photos). Cet écart illustre le

11. Les « unes » des journaux agricoles sont généralement structurées de façon similaire. L'annonce du dossier/titre principal est en couverture, accompagnée d'une photographie. Figurent ensuite, les appels de « une », sous forme de colonnes latérales ou d'encadrés alignés, des rubriques référencées soit par département, soit par thématiques générales, soit par calendrier.

**Tableau 1. Évolution de la présence de femmes dans la rubrique
« Entretien Avec » du *Paysan morbihannais* (1990-2003)**

Année ¹	1990	1997	1999	2001	2002	2003
Femmes	5	6	6	3	2	4
Hommes	37	36	38	34	27	27
Tribune libre ²	8	2	1	2	2	14
TOTAL	50	44	45	39	31	45
% DE FEMMES	10	13,64	13,33	7,69	6,45	8,89

1. Nous n'avons pu procéder à une analyse longitudinale de cette rubrique dans la mesure où elle n'a pas eu d'existence régulière et annuelle.

2. La tribune libre est généralement un espace dédié à la promotion des coopératives ou des banques, sans qu'intervienne un interlocuteur précisément nommé.

**Tableau 2. Évolution de la présence de femmes
dans les conseils d'administrations des organisations agricoles bretonnes
en pourcentage (1990-2015)**

	1990	1995	2000	2005	2010	2015
Chambres d'agriculture	15,9	11,6	11,6	19,4	20,4	28,9
Service de remplacement	<i>NR</i>	23,5	18,2	19,1	18,2	22,4
Mutuelle sociale agricole	29,3	31,7	36,5	38,8	44,5	50,9
Crédit agricole	2,8	2,8	5,6	2,8	11,1	15,5
Réseau de développement	<i>NR</i>	47,7	45	47,6	54,6	48
FDSEA	6,3	9,6	7	6,4	13,5	11,5
Jeunesse agricole	8,9	9,1	7,7	7,7	8,3	14,8
Coopératives (× 6)	1,7	1,7	1,7	3,4	6,2	7,4
TOTAL	10,8	17,2	16,7	18,2	22,1	25

Pour chaque type d'organisation, les résultats condensent les données des quatre départements bretons, excepté pour les coopératives au nombre de 6. Ces chiffres ont été produits sur la base des archives des organisations. En 1990, les conseils d'administration des quatre chambres d'agriculture bretonnes sont composés de 15,9 % de femmes. Conformément à la division genrée des sphères d'engagement orientant les femmes vers le secteur social, la MSA est l'une des instances les plus féminisées avec un conseil d'administration comprenant 50,9 % de femmes en 2015.

**Tableau 3. Analyse de la répartition genrée et conjugale
des portraits d'agriculteurs dans la rubrique « Ma vie, ma terre »**

	Portraits personnels				Portraits de couples	
	Homme	Total de portraits personnels	% d'hommes	Couple	Total de portraits (couples + personnel)	% couples
1996	7	9	77,8	17	26	65,4
1997	9	12	75	10	22	45,5
1998	5	8	62,5	9	17	53
1999	6	7	85,7	9	16	56,3
2000	7	10	70	11	21	52,4
2001	7	11	63,6	10	21	47,6
2002	4	6	66	8	14	57,1
2003	2	4	50	12	16	75

Les portraits d'agriculteurs représentent 75 % des portraits individuels en 1997. Cette proportion ne descend pas en dessous de 50 % sur la période considérée. La représentation des couples est également importante puisqu'elle constitue en moyenne 56,8 % de la totalité des portraits présentés dans la rubrique.

Couples d'exploitants illustrant un portrait d'agriculteur
(Crédits : Pierre-Yves Garino et Anne-Sylvie Nicolas pour les suivantes)

poids du modèle traditionnel du « couple de travail », mais où l'épouse davantage dévolue aux tâches administratives et domestiques dégage au mari du temps pour son engagement extérieur [Bertaux-Wiame 2004].

Enfin, le relai médiatique des actions conduites par les sections féminines privilégie certains événements comme la célébration de la Journée internationale de la femme rurale¹² ou les congrès d'agricultrices. L'attention que portent les journalistes du Morbihan à ces actions féminines fait figure d'exception à l'échelle de l'Hexagone. Il faut dire que la FDSEA, qui défend avec force son autonomie, voire sa dissidence par rapport à la ligne nationale [Daucé et Houée 1984], relaie très largement ces initiatives. On constate ainsi le traitement chaque année du brevet professionnel agricultrice, diplôme unique sur le territoire national et mis en place par les GVAF depuis 1988. À chaque nouvelle session, des articles retracent le déroulé des modules, récoltent les avis des participantes avec une photo des diplômées¹³. Cette vigilance à témoigner de la professionnalisation des agricultrices comme de leur capacité d'organisation collective est soulignée par le rédacteur en chef de *Terra* qui, arrivé dans l'hebdomadaire suite au rachat du *Paysan morbihannais*, évoque avec nostalgie son travail routinier auprès des GVAF.

LA PRIMAUTÉ À L'AGRICULTRICE « MODÈLE »

À la faible prise de parole des femmes dans les journaux agricoles s'ajoute une seconde caractéristique de la représentation des agricultrices : elle valorise des modèles de réussite individuelle hors du commun. Le portrait,

un genre journalistique spécifique, constitue une base intéressante pour comparer des cas de représentation féminine. En effet, toujours construits selon la même trame, ces articles commencent par dresser l'historique et les conditions d'installation de l'agricultrice en précisant son origine sociale et sa formation. Puis, est abordée la répartition des rôles sur l'exploitation (le plus souvent entre conjoints), avec une description minutieuse de l'organisation quotidienne. Ensuite, le texte présente sa vie sociale : loisirs, responsabilités professionnelles, associatives ou politiques¹⁴. La réussite de ces femmes repose sur leur organisation et leur capacité à articuler travail, famille et engagement, à l'image de Claire Briseul qui « mène à la fois une vie d'agricultrice et de mère de famille, tout en s'investissant pour les autres »¹⁵ ou d'Éléonore Buisson qui « mène de front sa vie familiale, son travail dans l'élevage porcin et ses activités en dehors de l'exploitation »¹⁶. Cependant, conformément à la logique de la

12. Créée suite à la 4^e conférence internationale des femmes à Pékin, à l'initiative du groupe « femmes en agriculture » de la Fédération internationale des producteurs agricoles, cette journée est adoptée, depuis 2007, comme célébration annuelle par les Nations unies.

13. Parmi les 16 « unes » du *Paysan morbihannais* recensées entre 1990 et 2006 faisant référence aux agricultrices, six ont pour objet ce sujet.

14. Les noms et prénoms des agricultrices ont été modifiés et seule l'année de parution de l'article sera mentionnée pour préserver leur anonymat.

15. Portrait publié en 2002.

16. Portrait publié en 1992.

conciliation [Junter 1999], ce *management* du quotidien est renvoyé à la personnalité de ces femmes.

Ainsi l'angle des articles est-il toujours subordonné à la valorisation de l'opiniâtreté et de la détermination des agricultrices. Présentées comme des femmes qui ont « une volonté [qui a] de quoi impressionner »¹⁷, un « caractère bien trempé »¹⁸, elles se distinguent par des qualités exceptionnelles : « décidées », « déterminées », « perfectionnistes », ou tout à la fois « rigoureuses, organisées, attentives et régulières ». En outre, le registre de la combativité est largement utilisé pour caractériser leur profil de « battante »¹⁹. En ce sens, surmonter le machisme ambiant au sein de la profession n'apparaît possible qu'au prix d'une force de caractère²⁰ [Zolesio 2009]. Particularité de ces figures exceptionnelles, elles restent loyales à la cause des agricultrices en devenant chef de fil d'actions leur étant destinées. Par exemple, Géraldine Rouxel, après avoir pris sa carte au syndicat local, « a aussi cherché à donner plus d'importance à ses consœurs agricultrices en créant une section professionnelle »²¹. Ces parcours, présentés comme singuliers et résultant d'une « exceptionnelle volonté », ont en commun de gommer les dispositions sociales héritées, la possession d'un niveau de diplôme supérieur mais également la non-hérédité agricole [Pruvost 2007 : 57]. Suivant les conclusions de Sylvain Maresca [1991] à propos de son travail sur le groupe d'agricultrices photographes, ces femmes, par leurs trajectoires scolaires et professionnelles, cultivent une distance culturelle et sociale les séparant de leur entourage. À cet exercice de médiatisation, ce sont donc celles qui possèdent des

dispositions à l'engagement qui sont majoritaires car elles maîtrisent mieux que les autres les règles de la représentation. Si elles incarnent une forte implication professionnelle, toutes ces agricultrices marquent un point d'honneur à ne « pas délaisser [leur] famille »²². Leurs qualités maternelles et relationnelles sont ainsi consacrées comme la colonne vertébrale de leur identité. Cela s'illustre au travers de la récurrence de photographies associant les agricultrices à leurs enfants. En outre, leurs compétences féminines sont illustrées par la mise en scène de leurs activités. Photographiées devant leur gîte ou à côté des produits qu'elles transforment, ces femmes incarnent les parfaites maîtresses de maison. Le « sens de l'accueil », la « chaleur », la « générosité » et la « simplicité » sont autant de qualités censées définir l'agricultrice authentique et ouverte au dialogue.

LE TROPISME DES « FEMMES » D'EXCEPTION

Cette sous-représentativité des femmes dans la presse agricole, cumulée à leur « héroïsation » médiatique, peut être examinée à travers

17. Portrait publié en 2012.

18. Portrait publié en 1998.

19. Portrait publié en 1996.

20. Les études menées sur la féminisation des métiers masculins révèlent la surenchère des femmes en matière de disponibilité mais également l'alignement de leurs postures professionnelles sur les qualités supposées requises, empruntées à celles de leurs homologues masculins.

21. Portrait publié en 1998.

22. Portrait publié en 2002.

les modalités de production journalistique et la division du travail militant prévalant au sein de l'espace de la représentation agricole. Il ressort des observations de terrain et des entretiens menés avec des journalistes²³, qu'il existe entre eux et les animatrices de groupes féminins une forte interconnaissance, voire une collaboration étroite. Assez classiquement, lorsque les premiers ont besoin de contacter une agricultrice, ils se tournent vers les secondes, qui se font fort de sélectionner dans leurs réseaux, l'interlocutrice idoine. Dès lors, le particularisme des profils précédemment décryptés résulte d'un choix de « modèles » féminins dont la visée est de publiciser des carrières atypiques, d'offrir des modèles visibles de réussite auxquelles les agricultrices pourraient s'identifier. Le compte rendu du travail des journalistes vient également étayer cette opération de sélection. Une anecdote survenue avec l'un des rédacteurs en chef éclaire la routine du fléchage des interviewées. L'annonce du sujet de recherche lors de la demande d'ouverture du fonds d'archives de presse se solde, de sa part, par l'anticipation d'une quête supposée vaine : « Je vous préviens vous n'allez pas trouver grand-chose »²⁴.

En revanche, le journaliste ne résiste pas à mentionner les figures féminines emblématiques, avec lesquelles il a étroitement travaillé et travaille encore. La récurrence des noms cités et l'évocation systématique de l'exemplarité de leur parcours, comme de leur force de caractère, confirment l'étroitesse de la fenêtre médiatique réservée aux femmes. Trois types de trajectoires caractérisent ces agricultrices médiatisées. Dans le premier cas, elles héritent d'une familiarisation précoce à

l'engagement par la socialisation familiale et s'inscrivent dans les sillons de l'engagement généralement creusés par leur père. Dans le deuxième cas, l'accumulation de capitaux culturels relativement conséquents, fruits d'une ascension scolaire et d'une carrière professionnelle antérieure à l'installation agricole, leur permet de s'absoudre du canal syndical pour monter rapidement dans la hiérarchie militante. Pour ces deux profils d'agricultrices, un mandat de présidente de groupes féminins est alors la conséquence d'une carrière militante déjà « enracinée » et déployée dans des secteurs traditionnellement masculins. Dans le troisième cas, l'implication des agricultrices dans la filière féminine fonctionne comme une école de l'engagement, les gratifie d'une notoriété locale puis départementale et leur ouvre *in fine* la porte de mandats mixtes et généralistes. Il faut évidemment rapporter ce tropisme à la très faible percée politique des femmes dans les organisations agricoles (*voir tableau 2*). Dans les discussions engagées avec les journalistes, ces derniers justifient le recours fréquent aux mêmes interlocutrices par leur difficulté « à trouver des femmes ». Arguant des causes externes sur lesquelles ils n'auraient pas de prise – frilosité des agricultrices à se plier à l'exercice de la médiation, baisse numérique de leur installation,

23. Les trois journalistes interrogés sont des hommes et ont la fonction de rédacteurs en chefs et de directeur de publication délégué. En outre, à de nombreuses reprises pendant l'enquête, nous nous sommes entretenu avec les journalistes de manière informelle.

24. Notes de terrain. Conversation téléphonique du 15 juin 2013.

faiblesse de leur représentativité dans les organisations agricoles – ils contribuent à conforter leurs habitudes qui consistent à privilégier des images et des discours masculins²⁵. Plus largement, les questions des journalistes retranscrites dans les interviews d'agricultrices signalent qu'ils entretiennent une conception normalisée de la féminité. Leur interrogation récurrente se concentre sur la capacité des agricultrices à rester féminines dans un univers masculin. Leurs commentaires tendent, par ailleurs, à se focaliser sur l'apparence physique des interviewées : « Coquette de simplicité », « une grande malice toute féminine », « Josiane a tout pour séduire », « femme elle est, le sourire constamment aux lèvres ». Bien que la presse agricole diffère en de nombreux points de la presse généraliste avec une filière de recrutement privilégiant les écoles d'ingénieurs agricoles [Chupin et Mayance 2013b ; voir l'article dans ce dossier], l'alignement de ses contenus médiatiques sur ces routines discursives ne l'en distingue pourtant pas radicalement [Bamberger 2012].

Rendant compte de parcours féminins hors normes, la presse agricole contribue à intégrer les évolutions sociales qui traversent l'agriculture sans pour autant aller jusqu'à déstabiliser l'ordre de genre qui cimente le « mythe » de la complémentarité des sexes et valorise les qualités féminines et maternelles des exploitantes. Afin d'examiner la relative stabilité de ces tendances, nous allons mettre en lumière l'émergence, à partir des années 2000, d'un questionnement autour des modèles de représentation féminins véhiculés dans la presse agricole. Ce focus révèle que cette

volonté politique de redistribution des cartes médiatiques peine en réalité à enraceriner de véritables mutations.

L'entrée contrariée de l'égalité dans les pages de la presse agricole bretonne

Progressivement, la demande d'égalité professionnelle structure la cause des agricultrices et l'accès à la presse enrichit le répertoire d'actions des groupes féminins. Néanmoins, les rapports de force entre professionnels associés à la fabrication des messages médiatiques tendent à maintenir les trames classiques de représentation des agricultrices. Finalement, les modèles féminins légitimes perdurent, dérogeant assez peu à la complémentarité homme-femme et à la célébration de la singularité sociale et professionnelle des dirigeantes paysannes.

L'ÉGALITÉ DANS LA PRESSE AGRICOLE : UN TREMLIN FAVORABLE AUX DIRIGEANTES

À partir du milieu des années 2000, les agricultrices responsables professionnelles bénéficient d'un contexte favorable : en effet, la parité et l'égalité professionnelle sont inscrites dans les agendas des organisations agricoles. Ce renouveau de la cause des agricultrices, symbolisé par la création du réseau Agriculture au féminin, s'accompagne d'un recours croissant aux médias et d'une demande de visibilité des femmes. La première exigence

25. Et cela, en dépit d'une féminisation tendancielle des organisations professionnelles agricoles en Bretagne (voir tableau 2).

trouve son origine dans un volontarisme politique visant à respecter une proportion équilibrée de professionnels masculins et féminins dans les pages des journaux. À titre d'exemple, en prévision de la couverture médiatique du Space²⁶, l'une des présidentes départementales du réseau interpelle personnellement l'un des rédacteurs en chef pour qu'il veille à intégrer ce critère de représentativité dans les dossiers qui seront consacrés à l'événement. Au-delà de ces demandes institutionnelles, la circulation de pratiques « respectueuses » dans les rangs des professionnels de la communication agricole fonctionne comme des injonctions informelles²⁷. Il convient également de rappeler que le dispositif réglementaire, qui impose – depuis 2013 – 30 % de femmes sur les listes électorales des chambres d'agriculture²⁸, est favorable aux quotas et aux contraintes de représentation équilibrée.

Ensuite, leur sensibilisation aux questions d'égalité conduit les présidentes de groupes féminins à faire preuve d'une vigilance vis-à-vis des contenus médiatiques. Les membres d'Agriculture au féminin vitupèrent, sans que cela se traduise concrètement par une contestation adressée aux journalistes, contre les interviews d'élues émaillées de mentions relatives à leur physique et s'agacent quand les titres des fonctions des dirigeantes ne sont pas féminisés. Plus encore, la notoriété des groupes féminins se construisant sur la médiatisation de leur cause, l'accès aux colonnes de la presse devient un enjeu central. L'analyse des comptes rendus des réunions des groupes Agriculture au féminin donne à voir l'attention particulière prêtée au relai médiatique de leurs activités :

– Calendrier d'articles en pages régionales (*Terra, Paysan Breton*) ⇒ demander à Brigitte [l'une des présidentes de groupe féminin] de négocier avec la rédaction de *Terra* pour obtenir 1 page/ 2 mois. – Prochains articles *Terra* : 1) Sur la Biennale de l'égalité : un encart, 2) Sur le guide de la femme élue. Remise article semaine 47 (parution semaine 50)²⁹

À noter que cette demande d'accès aux pages de la presse agricole connaît des pics de mobilisation avant les élections, comme en atteste la publication de numéros sur la parité quelques semaines avant celles de la chambre d'agriculture de 2013 ou des municipales de 2014. La mobilisation pour « l'égalité » médiatique est donc une égalité syndicale et légitimatrice des agricultrices en lice. En ce sens, l'émergence de ces revendications ne bouleverse pas considérablement les usages médiatiques du féminin. Les modèles professionnels véhiculés se focalisent majoritairement sur les agricultrices aux propriétés sociales distinctives. Fait remarquable, les groupes d'agricultrices sont très fortement incarnés par leurs

26. Le Space (Salon des productions animales-carrefour européen), organisé chaque année à Rennes, est un événement très largement suivi par les professionnels agricoles bretons.

27. Par exemple, les publicités du Crédit agricole mettent en scène des portraits individuels de jeunes agricultrices.

28. Il s'agit du décret n° 2012-838 du 29 juin 2012 relatif aux élections aux chambres d'agriculture. Exigence non assortie de pénalités financières.

29. Compte rendu de la réunion « Agriculture au féminin », groupe régional, le 21 juillet 2011. Archives de la chambre régionale d'agriculture, Rennes.

présidentes. Le nombre conséquent de mandats, qu'elles ont à leur actif dans des organisations économiques, techniques ou syndicales, et l'envergure de leur portefeuille militant les dotent de ressources médiatiques qu'elles peuvent réinvestir dans la publicité du réseau qu'elle préside. Pour ces responsables, la distinction de leurs titres scolaires, parfois certifiés de diplômes supérieurs, s'adosse à la démonstration d'une « bonne volonté » agricole qu'elles associent à la maîtrise de savoirs entrepreneuriaux et d'un capital culturel de type managérial [Abraham 2007]. Aussi, leurs discours médiatiques entretiennent l'idée que leur ambition personnelle est déterminante pour leur engagement et elles enjoignent leurs collègues à dépasser autocensure et manque de confiance en soi.

DES JOURNALISTES PROGRESSISTES... MAIS NEUTRES

Cette requête d'un meilleur traitement du genre dans la presse agricole contraint le travail et les pratiques des journalistes³⁰. Il convient néanmoins de préciser l'ambivalence des rédactions face à cette exigence. Ces requêtes sont perçues comme légitimes et aboutissent à des avancées concrètes. Sur ce point, les rédactions accordent une attention notable aux préoccupations introduites par les groupes Agriculture au féminin, comme en témoigne le nombre de dossiers consacrés à l'égalité professionnelle et à la parité depuis 2006³¹. Par ailleurs, la mise en place en 2014, au sein des chambres d'agriculture bretonnes, d'un plan de communication avec une charte permet une meilleure représentativité des femmes dans les documents édités par l'institution. Cela produit par ricochet des

effets sur l'espace journalistique, et ce d'autant plus que l'un des journaux, *Terra*, est intégré « syndicalement » et physiquement à la chambre.

S'agissant de la bonne volonté des journalistes, notre présence dans les locaux d'une rédaction est l'occasion pour l'un des membres de l'équipe de témoigner de son attention à la médiatisation des femmes. Aussi, Philippe, est-il fier de déployer les pages d'un numéro récemment paru en insistant sur le nombre d'agricultrices y figurant. « On est pas trop mauvais quand même »³², me lance-t-il. Cette démonstration laisse explicitement transparaître le coût et le cas de conscience qu'une position négligente générerait pour ce journaliste attaché à manifester son ouverture d'esprit. À ce titre, il n'est pas rare que les articles qu'il rédige intègrent des données statistiques sur la place des femmes³³. Marquée par un apprentissage professionnel « sur le tas », fruit d'une mutation contingente entre la presse généraliste locale et la presse agricole, sa trajectoire l'a conduit à se distancier du

30. Actuellement, l'équipe des journalistes de *Terra* comporte trois hommes et trois femmes. En revanche, à *Paysan breton*, on dénombre cinq hommes pour deux femmes.

31. Entre 2006 et 2014, on recense deux dossiers thématiques, sept articles et un éditorial consacrés à l'égalité professionnelle et à la parité dans *Terra*.

32. Les noms et fonctions de ces deux journalistes ont été changés. Notes de terrain, discussion informelle, le 3 juillet 2013.

33. À titre d'exemple, le journaliste a publié un dossier témoignant des « pratiques de lecture genrées des abonné-e-s » du journal.

monde agricole, pour lequel il affirme n'avoir aucune attache, en dehors de son lieu de travail. Se présentant comme l'ouverture culturelle du journal, en signalant les sujets « baroques »³⁴ qu'il intègre au sommaire des numéros, ce journaliste tient à rester le plus en retrait du formatage syndical du journal.

Gilles, au parcours professionnel plus commun, se montre également soucieux d'une meilleure visibilité des femmes dans son journal. animateur à la FNSEA avant d'intégrer le périodique, ce journaliste reste proche des responsables syndicaux. Il ne cache d'ailleurs pas cette proximité, voire l'entretient en prenant très régulièrement ses pauses-café avec les responsables présents dans les locaux à l'occasion de réunions. Il nous explique être sensibilisé à la question de la parité par son épouse et par les groupes Agriculture au féminin qui le sollicitent fréquemment pour animer des tables-rondes lors des journées départementales. Il a commenté dans son bureau, non sans contentement, la double page qu'il a consacrée à l'interview de la présidente de la caisse régionale du Crédit agricole. S'il se félicite de l'audace avec laquelle la dirigeante ose souligner le sexisme ordinaire de ses homologues, il craint cependant que ses propos³⁵ ne froissent la gente masculine, dont il est proche : « Bon... j'ai laissé passer, mais ça va grincer des dents [puis il nomme les noms de représentants agricoles qu'il soupçonne de se sentir visés] »³⁶.

Malgré ces manifestations bienveillantes, Philippe demeure catégorique sur l'indépendance de la presse. Pour ce journaliste, il est inenvisageable que des consignes politiques viennent influencer son travail et lui imposent

des quotas de représentativité de femmes. Plus encore, il défend le principe selon lequel l'attention à une meilleure couverture féminine doit relever de la prise de conscience et de la volonté de journalistes soucieux de contrevenir à leurs habitudes. C'est également l'argument de la contrainte professionnelle qui est avancé pour résister à ces règles. Se soumettre à une telle exigence impliquerait une logique de représentativité supplémentaire s'ajoutant à la longue liste des équilibres qui sont déjà à préserver dans la ligne éditoriale : territorial, productif et, dans une moindre mesure, syndical.

TENSIONS ET CONFLITS

AUTOUR DU MESSAGE ACCEPTABLE

Enfin, nous souhaitons montrer que les revendications des agricultrices en matière d'égalité contreviennent finalement peu au « mythe » de la complémentarité des sexes. La première raison de cette persistance repose sur le façonnage de la cause des agricultrices aux intérêts catégoriels. Autrement dit, les élues orientent l'information agricole dans le sens de « l'égalité dans la différence », respectueuse des hommes et des intérêts économiques [Blanchard *et al.* 2013 : 118]. Alors

34. Il nous évoque des brèves rédigées à propos de manifestations artistiques, de romans, de mobilisations relatives au mouvement breton et de la vie politique à l'étranger.

35. « Notre présence perturbe un peu les règles du jeu ! Je pense que mes collègues n'aimeraient pas qu'on soit trop nombreuses ! » (citation extraite de l'article).

36. Notes de terrain, discussion informelle avec un journaliste de *Terra*, le 3 juillet 2015.

que *Paysan breton* souhaite préparer un dossier sur la prise de responsabilités des femmes dans les organisations agricoles, la journaliste interroge des agricultrices réunies pour une formation intitulée « La culture de l'égalité ». Ces dernières lui suggèrent quelques orientations à donner à sa publication :

Agricultrice 1 : Moi ce que je voulais dire, c'est dans votre article, ça va uniquement être des témoignages de femmes ? Il va falloir quelques témoignages d'hommes qui, au travers de leur coopérative ou entreprise... qui voit la femme d'un autre œil.

A 2 : Ouais, ce serait pas mal.

A 1 : Parce que autrement, ça va être rengaine, un article femme-femme... ils n'aiment pas ça quoi !

A 3 : Ce serait pas mal de mettre un ou deux articles de femmes qui voient quand même la place de la femme positivement.

A 4 : Parce qu'on ne fera pas évoluer la condition... euh... la place de la femme sans les hommes.

A 1 : Voilà on est complémentaire, c'est un travail d'équipe quelque part. Si on veut monter [...] les femmes, il nous faut les hommes avec nous... féministes mais pas en tant que féministes non plus... »³⁷

Cet échange révèle que les choix des termes employés pèsent très fort dans la légitimation de la revendication paritaire des agricultrices. Ce qui se joue précisément, ici, c'est le rejet de l'étiquette stigmatisante associée au féminisme et la revendication audible d'une place « aux côtés » des hommes. Ce faisant, la présence des femmes dans la presse professionnelle mais également les revendications d'égalité impliquent la reconnaissance de compétences « féminines » complémentaires de celles des hommes.

Or, ce cadrage, largement partagé, est néanmoins contesté par certaines animatrices des groupes Agriculture au féminin, qui cherchent à influencer, de deux manières, la production des messages médiatiques. La première manifestation de ce contrôle se matérialise par la place croissante et de plus en plus centrale qu'elles occupent dans la production de l'information. Ces conseillères supervisent les articles, en précisent l'angle souhaité, voire en rédigent elles-mêmes le contenu. Pour comprendre cette influence grandissante, il faut s'arrêter sur les logiques de carrière professionnelle des conseillères. Elles sont arrivées à ces postes en 2007, avec la création de nouveaux groupes dans le giron des chambres d'agriculture, et cherchent à insuffler une nouvelle dynamique pour changer l'image des groupes féminins. Ces derniers, soit parce qu'ils sont soupçonnés de porter des revendications féministes, soit parce qu'ils sont renvoyés à de simples cercles de sociabilité, souffrent d'un déficit de légitimité. Ce discrédit rejaillit *in fine* sur la position professionnelle des conseillères elles-mêmes dévalorisées par leurs collègues (railleries, contestation de la pertinence de la non-mixité...). Cherchant à compenser cette déconsidération, l'une de ces techniciennes évite les sujets qui n'entreraient pas dans le registre de promotion de l'égalité. Ainsi, s'abstient-elle de relayer dans la presse les actions qu'elle ne cautionne pas.

La seconde manifestation de l'influence des conseillères repose sur la relation de coopération qu'elles entretiennent avec les présidentes de groupes féminins. Dans le cadre de

37. Notes de terrain, formation « La culture de l'égalité », dispensée le 4 mai 2012.

cette mission d'accompagnement, elles tentent de faire jouer leur influence. Cette même conseillère rapporte qu'elle « briefe » sa partenaire élue afin qu'elle n'utilise plus le terme de « complémentarité » allant même jusqu'à policer ses prises de parole : « Je lui ai dit, répété, je ne sais pas combien de fois à Monique : "Il ne faut pas dire ça !" »³⁸.

Néanmoins, la posture de l'élue prime et les différends observés sur le terrain démontrent que cette expertise revendiquée par la technicienne est largement discutée. Suite à la suppression d'un article retraçant la venue d'agricultrices polonaises avec une visite d'un jardin fleuri, l'élue précitée oblige la conseillère à publier une brève. Pour justifier ce passage en force, la responsable argue qu'une notoriété européenne est gage de respectabilité pour la cause des agricultrices et que les Polonaises, en tant que créatrices de gîtes à la ferme, disposent des atouts de cheffe d'entreprise. Ces éléments avancés, la conclusion qui s'amorce est donc celle de la primauté de l'image « convenable » sur l'image renouvelée, de l'égalité « entrepreneuriale » sur l'égalité réelle.

Conclusion

Au terme de cette étude des logiques de représentation des agricultrices dans la presse professionnelle, nous pouvons conclure à la constance du traitement journalistique du « féminin ». En ce sens, les tentatives de

requalification des trames discursives associées aux agricultrices, sous l'effet des discours d'égalité entre les hommes et les femmes, se sont révélés finalement peu efficaces. Les éléments explicatifs de cette invariabilité sont de trois ordres. D'abord, la requalification de l'égalité sous la bannière de la complémentarité des sexes ne déroge pas à l'idéal d'une agricultrice cumulant harmonieusement responsabilités professionnelles et familiales. Ensuite, la routine du travail journalistique entretient l'équilibre des rapports de force au sein de la coalition d'acteurs qui contribue à la formation de ces images. En outre, l'alignement des modèles professionnels légitimes sur les propriétés sociales distinctives des dirigeantes agricoles entérine un idéal de « modernité » féminin inaccessible.

En substance, les enseignements tirés de cette analyse éclairent la manière dont s'opère le travail de réduction de l'identité professionnelle de l'agricultrice à des modèles standardisés. Ils montrent également que les possibilités de prise de parole des agricultrices se concentrent entre les mains de celles qui possèdent des dispositions à « se » et à « être » représenter/ées. Ils révèlent enfin les stratégies d'alliance – comme de concurrence – développées pour représenter la « bonne » féminité agricole.

38. Notes de terrain. Discussion informelle, le 18 mars 2014.

Bibliographie

- Abraham, Yves-Marie** — 2007, « Du souci scolaire au sérieux managérial, ou comment devenir un "HEC" », *Revue française de sociologie* 48 (1) : 37-66.
- Albert, Christiane** — 1987, « Une image sur papier glacé : l'agricultrice d'Agri-Sept », in R.-M. Lagrave (dir.), *Celles de la terre. Agricultrice, l'invention politique d'un métier*. Paris, Éditions de l'EHESS : 61-85.
- Bamberger, Clara** — 2012, *Femmes et médias. Une image partielle et partielle*. Paris, L'Harmattan.
- Barthez, Alice** — 1982, *Travail, famille et agriculture*. Paris, Economica.
- Bessière, Céline** — 2010, *De génération en génération : arrangements de famille dans les entreprises viticoles de Cognac*. Paris, Raisons d'Agir.
- Bertaux-Wiame, Isabelle** — 2004, « Devenir indépendant, une affaire de couple », *Cahiers du genre* 37 (2) : 13-40.
- Blanchard, Soline, Isabel Boni-Le Goff et Marion Rabier** — 2013, « Une cause de riches ? L'accès des femmes au pouvoir économique », *Sociétés contemporaines* 89 (1) : 101-130.
- Caniou, Juliette et Rose-Marie Lagrave** — 1987, « Un statut mis à l'index », in R.-M. Lagrave (dir.), *Celles de la terre. Agricultrice : l'invention politique d'un métier*. Paris, Éditions de l'EHESS : 111-150.
- Chupin, Ivan et Pierre Mayance** — 2013a, « Faire corps avec les agriculteurs. La presse professionnelle agricole : un enjeu syndical pour la FNSEA », *Politix* 103 (3) : 77-97. — 2013b, « Au service de "La Profession". Journalistes et communicants pris dans le secteur agricole », *Politiques de communication* 1 (1) : 241-268. — 2014, « Derrière le formel, la communauté. Le cas de la presse professionnelle agricole », in J.-B. Legavre (dir.), *L'informel pour informer. Les journalistes et leurs sources*. Paris, L'Harmattan/Pepper : 185-202.
- Cinçon, Xavier et Agnès Terrieux** — 2014, « Remplacer les agricultrices : une histoire du congé de maternité en agriculture », *Travail, genre et sociétés* 31 (1) : 123-140.
- Dahache, Sabrina** — 2010, « La singularité des femmes chefs d'exploitation », in B. Hervieu, N. Mayer, P. Muller, F. Purseigle et J. Rémy (dir.), *Les mondes agricoles en politique*. Paris, Presses de Sciences Po : 93-110.
- Daucé, Pierre et Paul Houée** — 1984, « Trente ans de développement agricole dans le Morbihan », *Économie rurale* 159 (1) : 23-30.
- Delphy, Christine** — 1983, « Agriculture et travail domestique, la réponse de la bergère à Engels », *Nouvelles questions féministes* 5 : 2-17.
- Giraud, Christophe** — 2001, *Chambres d'hôtes à la ferme et autonomie de la femme en agriculture*. Thèse de sociologie. Paris, Université Paris-Descartes.
- Giraud, Christophe et Jacques Rémy** — 2013, « Division conjugale du travail et légitimité professionnelle. Le cas des activités de diversification agricole en France », *Travail, genre et sociétés* 30 (2) : 155-172.
- Hubé, Nicolas** — 2008, *Décrocher la « une » : le choix des titres de première page de la presse quotidienne en France et en Allemagne (1945-2005)*. Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg.
- Junter-Loiseau, Annie** — 1999, « La notion de conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale : révolution temporelle ou métaphore des discriminations ? », *Cahiers du genre* 24 : 73-99.
- Lemieux, Cyrille** — 2000, *Les blocages sociaux dans l'accès de la pratique des femmes aux médias, l'exemple du rugby*. Paris, Laboratoire de l'Insep, rapport pour le ministère de la Jeunesse et des Sports.
- Leroux, Pierre et Cécile Sourd** — 2005, « Des femmes en représentation. La politique et le féminin dans la presse », *Questions de communication* 7 : 73-86.
- Maresca, Sylvain** — 1981, « La représentation de la paysannerie », *Actes de la recherche en sciences sociales* 38 (1) : 3-18. — 1991, *L'autoportrait. Six agricultrices en quête d'image*. Toulouse et Paris, Presses universitaires du Mirail/Inra.
- Pruvost, Geneviève** — 2007, « Anatomie politique, professionnelle et médiatique des femmes dans la police », *Cahiers du genre* 42 (1) : 43-60.
- Rieu, Annie** — 2004, « Agriculture et rapports sociaux de sexe. La "révolution silencieuse" des femmes en agriculture », *Cahiers du genre* 37 (2) : 115-130.
- Zolesio, Emmanuelle** — 2009, « Des femmes dans un métier d'hommes : l'apprentissage de la chirurgie », *Travail, genre et sociétés* 22 (2) : 117-133.

Résumé

Clémentine Comer, *Ne pas faire mauvais « genre »*. *Les timides mutations de la représentation des femmes dans la presse agricole bretonne*

À partir de l'analyse d'un corpus de presse et d'une observation ethnographique, cet article interroge la représentation des agricultrices dans quatre journaux agricoles bretons : *Terra*, fusion du *Paysan morbihannais* et de *Espace Ouest*, ainsi que *Paysan breton*. Le parti pris de cette étude est d'appréhender le travail de coproduction des messages médiatiques à partir de trois types de protagonistes : les journalistes, les dirigeantes des groupes féminins actifs au sein des organisations agricoles et les techniciennes en charge de leur encadrement. Cette contribution soulève le paradoxe de la relative stabilité des mises en scène des agricultrices malgré la revendication formulée, à partir des années 2000, d'une meilleure prise en compte de l'égalité entre les hommes et les femmes dans le contenu des messages de presse. En conclusion, il apparaît difficile à cette coalition d'acteurs de s'affranchir du modèle classique de représentation de la « féminité » agricole qui valorise l'agricultrice irréprochable et méritante, la figure exceptionnelle de la dirigeante agricole et la complémentarité des sexes.

Mots clés

Agricultrices, cadrage médiatique, complémentarité des sexes, engagement professionnel, genre, journalistes, presse agricole bretonne, répertoires d'action collective

Abstract

Clémentine Comer, *Don't ruffle feathers*. *Timid changes in the representation of women in the agricultural press in Brittany*

Based on analysis of a corpus of newspaper publications and ethnographic observation, this article examines the representation of female farmers in four agricultural newspapers in Brittany: *Terra*, the result of a merger between *Paysan morbihannais* and *Espace Ouest*, as well as *Paysan breton*. The goal of this research is to understand the coproduction of media messages based on three types of protagonists: journalists, the leaders of working women's groups within agricultural organizations and the female technicians in charge of running them. The article underscores the paradox surrounding the relative stability in coverage of female farmers despite demands expressed starting in the 2000s for better recognition of equality between men and women in the content covered in the press. Ultimately, it appears difficult for this coalition of actors to move away from the traditional representation of agricultural "femininity" which places value on the irreproachable and deserving female farmer, the exceptional farm manager figure and complementarity of the sexes.

Keywords

Female farmers, media framing, complementarity of the sexes, professional mobilization, gender, journalists, agricultural press, Brittany, common repertoires of contention